

Déclaration liminaire de la CGT Fip 88 Conseil Social d'Administration Local du 15/10/26

Le blocus naval imposé dans le détroit d'Ormuz depuis le mois d'avril 2026, conséquence de la mégolamania de Trump, a provoqué une inflation durable aussi inédite qu'insupportable du coût des carburants. Entretenir un véhicule, l'assurer, l'utiliser dans un cadre privé et/ou professionnel s'apparente désormais à un **luxe** que nombre de français ne sont plus en mesure de financer. Dans le même temps, le budget alloué au poste « énergie » explose, notamment s'agissant du prix du gaz avec 3 hausses successives de près de 6 % chacune en 3 mois. Étouffés par 53 vagues de chaleur durant l'été, proies d'incendies hors de contrôle pendant plusieurs semaines par manque de moyens humains et de matériels adaptés, accablés sous les charges et les dépenses courantes, les français, jeunes et moins jeunes ont vécu un été de souffrance attisé par l'attitude toujours plus méprisante du rodomont de Brégançon Macron.

Alors que la canicule a causé une surmortalité estimée à plus de 8000 personnes âgées et/ou fragiles entre le mois de mai et celui d'août 2026, les nouvelles victimes de l'incurie de ce gouvernement illégitime sont à chercher parmi les jeunes de notre pays, lycéens et étudiants violemment réprimés par une police aux sombres allures de milice punitive. En neuf jours, la police a procédé à plus de 6 500 interpellations... usant sans discernement d'armements ayant causé nombre de blessures aux conséquences souvent dramatiques voire définitives. Face aux violences policières, la Ligue des Droits de l'Homme et plusieurs organisations ont annoncé saisir les rapporteurs spéciaux de l'ONU et le Défenseur des droits, pour les alerter sur les violences commises et les ordres donnés aux petits soldats de Nunez. Déjà, en 2018, l'image saisissante montrant des dizaines d'élèves mis à genoux par des policiers à Mantes-la-Jolie (78) avait fait le tour des médias. Et pire encore était le commentaire tenu par un représentant de l'ordre responsable de cette mise en scène : **"Voilà une classe qui se tient sage"**.

Le pays qui maltraite à la fois sa jeunesse et ses personnes âgées se trouve confronté à une crise sociétale profonde, marquant une rupture majeure du contrat social intergénérationnel. Un tel État compromet simultanément son présent et son avenir. En somme, un pays qui n'investit pas dans ses jeunes et ne protège pas ses anciens est une société en perte d'humanité et de viabilité.

On assiste avec un dégoût profond à la fin de mandat d'un président honni, insupportablement hors sol, va-t-en guerre de pacotille, et serviteur zélé d'une caste de fortunés. Et ce ne sont pas les panthéonisations à marche forcée de personnalités illustres que furent Simone Veil, Joséphine Baker, Missak Manouchian ou encore Marc Bloch qui donnent à redorer l'image abîmée pour ne pas dire ruinée de Macron. L'Histoire ne retiendra de lui que son refus de reconnaître le résultat des dernières législatives, son asservissement aux détenteurs des grandes fortunes et les individus qui l'auront entouré et servi pendant ses deux mandats au centre d'un nombre inouï d'affaires de corruption parmi lesquels figurent notamment : Schiappa, Dati, Ferrand, Kohler, Dussopt, Benalla, Buzyn, Darmanin, Penicaud, Delevoye, Hulot,...

C'est dans ce contexte de fin de règne que se dévoilent le Projet de Loi de Finances et celui portant sur la Loi de financement de la Sécurité Sociale Sans surprise, on reprend encore les mêmes recettes éculées à base d'austérité, de réductions des droits sociaux, de mise au supplice des services publics.

+6,4 Md€ pour les armées afin de porter la mission "Défense" à 63,4 Md€ en 2027 (soit près du double du budget de 2017). Les économies se chiffrent à 45 milliards au total et se concentrent sur quelques opérateurs (France Travail) et administrations (Bercy).

Comme depuis 25 ans, le nombre de fonctionnaires de l'État et de ses opérateurs baissera, au total, de 1076 postes. Ces nouvelles suppressions d'emplois seront concentrées dans les ministères économiques et financiers.

277 nouvelles suppressions d'emplois déclinées ainsi :

- 176 à la DGFIP
- 40 à l'INSEE
- 11 à la CCRF

Pour 2027, ce gouvernement reconduit le gel de la valeur du point d'indice de la Fonction Publique !

Depuis 2000, à cause des gels répétés et de l'augmentation insuffisante du point d'indice, les agents de la fonction publique ont vu fondre leur pouvoir d'achat de 28,6 %!

Autre mesure antisociale assumée par ce gouvernement, la suspension de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat pour la 2^e année consécutive !

Et si les grandes entreprises et les plus riches sont systématiquement épargnés puisqu'aucune réforme des niches fiscales n'est prévue, le gel de prestations sociales est à nouveau décidé (aides au logement, allocations familiales, prime d'activité...), sans oublier le gel des pensions et des retraites...

Quelques mots pour évoquer les cyberattaques massives ayant mises à mal la sécurité informatique à trous de Bercy :

- **FICOPA** (fichier des comptes bancaires) en février 2026

Cette fuite concernait 1,2 million de comptes, soit moins de 1 % des coordonnées du fichier FICOPA, avec des données à caractère personnel :

- coordonnées bancaires (RIB/IBAN),
- identité du titulaire du compte bancaire,
- adresse du titulaire.

- **Serveur Professionnel de Données Cadastreales** (plus de 2 millions de données de propriétaires aspirées)

- Fichier des successions

- **IR** : près de 700000 données volées dont la moitié concerne des particuliers (RFR, Quotient Familial, taux prélèvement à la source, SIREN)

Devant ce vol de données massif qui a concerné 0.8 % des contribuables, Bercy n'a eu d'autres choix que de présenter ses excuses à la CNIL ainsi qu'aux usagers victimes des hackers, s'engageant à généraliser la double authentification (MFA) pour l'ensemble de ses agents d'ici la fin de 2026.

Mais le discrédit rime désormais avec Bercy ! Les éléments de langage déployés par l'administration fiscale n'y changeront rien ! C'est un nouvel échec cuisant pour une administration 2.null, bien plus prompte à compter les plis postés par ses services que de garantir la sécurité élémentaire des données personnelles et bancaires des usagers.

Toujours en matière informatique, les résultats de l'enquête de satisfaction 2026 sont tombés début octobre :

Et, oh surprise, la participation est stable avec seulement 26,7 % de réponses données par rapport à l'année précédente, signe évident d'une certaine défiance voire d'un possible dépit des agents confrontés aux dysfonctionnements récurrents des applicatifs métiers malgré les alertes sans cesse exprimées.

Cette année encore, les griefs majeurs portent sur HELIOS et le **pourriciel** GESLOC :

- Les SGC et les trésoreries placent massivement l'évolution d'HELIOS comme leur priorité absolue (citée à 76 %) en raison de fragilités fonctionnelles persistantes. Sa note globale recule à 6,4/10
- Les services du Cadastre expriment un **rejet majeur** de l'application GESLOC (citée en priorité à 81 %), qui obtient la note la plus basse de l'enquête (3,1/10) en raison d'une grande lenteur et d'anomalies bloquantes.

La séparation des parcours (TF/TU) n'y change rien. Cette « chose » informatique, sorte de concentré du pire en matière d'ergonomie et de fonctionnalité, ne mérite que de finir au fond d'une poubelle ! Année après année, le constat est identique. Et Bercy s'évertue à miser sur une embellie illusoire... ou pire sur la mort cérébrale de ses utilisateurs...

Mais dans tout ce marasme, la DGFIP nous réjouit par des « moments de cohésion » qui s'inscrivent dans une démarche institutionnelle visant à entretenir la force du collectif, renforcer l'esprit d'équipe et accompagner les transformations managériales. La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) octroie généreusement un budget dédié pour l'organisation de ces moments de cohésion, fixé à 25 € par agent et par an.

On est en droit de s'interroger sur l'opportunité d'une telle opération, sur son coût global (DDFIP Vosges et DGFIP) et sur les effets concrets visibles sur le moral des agents.

Pour notre part, bien vivre au travail, dans son collectif de travail, est directement lié aux missions exercées, à la pérennité des structures, au service de qualité rendu à l'utilisateur, aux applicatifs fonctionnels informatiques mis en œuvre, au respect ressenti par les agents, aux garanties proposées aux agents en terme de mutation, de sélection et de promotion ainsi qu'au revalorisation du niveau des rémunérations permettant d'absorber les inflations supportées depuis des années !

Entre deux dépressions informatiques (la fameuse météo si changeante d'Ulysse), Bercy nous sort un énième sondage bidon :

Intérêt nul, réponse orientée, mais mais ça ne coûte pas cher, n'est-ce pas ?

Cette fois, ce sont les prétendues "valeurs" portées par l'administration fiscale qu'il s'agit de classer.

Quelle rigolade après les affres vécues cet été par Bercy... et ses agents, une fois encore mis en lère ligne devant la colère des usagers !

Quand le documentaire « Fini de rire » donne à voir et comprendre les ressorts et les manipulations mis en œuvre pour éjecter l'humour et la dérision des médias publics et privés, Bercy ne manque décidément aucune occasion pour nous livrer encore un fameux exemple de son humour pathétique !

Parmi les 6 valeurs suivantes, classez-les de la plus à la moins représentative de la DGFIP.

La plus représentative en tête de liste et la moins représentative en fin de liste.

Effectuez un double-clic ou glissez/déposez le/les élément(s) de la liste de gauche vers la liste de droite.

Veuillez sélectionner 6 réponses

Qualité	⋮
Expertise	⋮
Collectif	⋮
Confiance	⋮
Agilité	⋮
Fiabilité	⋮

Un tout dernier mot s'agissant des prochaines élections professionnelles et des nouveaux verrous sécuritaires posés pour garantir le bon déroulement des opérations de vote : Rédhibitoire ou repoussoir.

Les organisations syndicales peinent déjà à se faire entendre à la DGFIP. Ce nouvel outil de vote (OPEP), compliqué à manipuler, devrait occasionner une nouvelle chute de la participation, mais n'est-ce pas finalement l'objectif cherché ?